

Un récit du Forum social mondial

Ne touche pas à ma terre ! Une manifestation forte des paysannes et paysans de l'Afrique de l'Ouest au Forum social mondial à Dakar, Sénégal.

« Un autre monde est possible. » Telle était la devise du 8^e Forum social mondial à Dakar, Sénégal, en ce début de février. Pendant six journées des plus intensives sous un soleil éblouissant, plus de 70 000 personnes de 134 nations ont participé aux conférences, réunions de réseautage et événements autour de sujets comme le changement climatique, l'agriculture et le commerce, la migration, la fiscalité équitable, le droit des femmes, la crise financière et économique.

Cependant, le Forum social mondial n'était pas seulement le site d'un millier de tables rondes. Ce forum est également un lieu d'échange culturel. C'est un rassemblement de la société civile, de gens comme vous et moi. Il y avait des organisations d'aide au développement et des organismes écologiques, des syndicats, des coopératives de paysans, des organismes féministes, des œuvres d'entraide et des organisations ecclésiastiques sans oublier les nombreux participants de la population locale.

La délégation suisse comptait 55 membres. L'agriculture et l'alimentation étant des sujets très urgents dans l'Afrique de l'Ouest, ils occupaient une place centrale au Forum social mondial. En avant-programme, nous avons la possibilité d'aller voir un projet agricole mis en œuvre par l'EPER et l'Action de carême en collaboration avec des partenaires sénégalais. Aujourd'hui, le soutien de l'agriculture paysanne et l'appui des associations paysannes démocratiques locales par le biais de la formation et le pilotage constituent sans doute une réussite de l'aide au développement.

Sur place, l'engagement des coopératives paysannes en collaboration avec la population locale est impressionnant, leur but étant de soutenir la production alimentaire locale. Les familles paysannes luttent contre la perte constante de leurs terres. Ils les perdent à cause de l'érosion, la désertification ou encore à cause des grands propriétaires fonciers qui s'accaparent les terres fertiles. Les paysans ne reçoivent aucune aide financière du gouvernement pour lutter contre la famine. En fait, le gouvernement préfère investir dans l'exportation, importer des aliments à bas prix, investir en devises étrangères et s'adonner au luxe. La situation alimentaire au Sénégal est précaire, parce qu'il n'y a pas eu d'investissements dans l'espace rural pendant les dernières décennies — comme dans nombre de pays africains. 60 % des produits alimentaires sont importés, bien qu'une majorité de 60 % de la population soit paysanne. « Laissez-nous travailler et nous nourrirons l'Afrique », disait aussi le président d'honneur du Réseau des organisations paysannes & de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), le sénégalais Mamadou Cissokho, lors d'une allocution au Forum social mondial.

L'appel pour la souveraineté alimentaire était très fort au forum. Il y a un besoin urgent d'autodétermination des politiques agricoles et alimentaires de la part des États. Mais il y a avant tout un besoin d'investissements dans la formation, la recherche, le développement technique et la commercialisation locale pour renforcer les exploitations paysannes et lutter contre la faim de manière durable. Dans cette lutte, les femmes jouent un rôle central, car elles sont responsables de l'approvisionnement en alimentation. Avec des investissements agricoles, on pourrait également offrir une perspective à la jeunesse rurale et ainsi enrayer l'exode rural et la migration. Au cours du forum, les pays africains ont été interpellés de façon répétée d'endosser la responsabilité envers leurs populations et leur avenir et d'éviter les dépendances commerciales unilatérales. Dit avec les mots

d'une paysanne africaine : « Pourquoi devrions-nous vendre nos produits aux États-Unis et en Europe, si nous n'arrivons même pas à les vendre à Dakar, au Sénégal, dans l'Afrique de l'Ouest, alors même que notre population s'appauvrit et souffre de faim ? »

Or, cette route est pleine d'embûches. L'accapement de terres fertiles par des multinationales et d'États tiers était un grand sujet d'actualité du forum. Dans de nombreux ateliers, des paysans témoignaient de la perte de leurs terres. En ce moment même, plus de la moitié des terres arables de certains pays d'Afrique sont déjà en mains étrangères, soit en location, soit par la vente. Pour 2009, la FAO estime à 20 millions d'hectares la surface des terres arables louées ou vendues à des propriétaires étrangers. Ces terres et leur potentiel de production alimentaire sont perdus pour la population locale.

Un grand nombre de paysans ne possèdent aucun titre foncier, ils n'apparaissent dans aucun registre foncier et ne connaissent rien aux questions de droit foncier rural. Dans la majorité des cas, les producteurs se retrouvent prisonniers dans un cercle vicieux. Ils n'ont pas les moyens de production et doivent systématiquement s'endetter. Cette situation les rend d'autant plus vulnérables aux yeux des spéculateurs. Ils cèdent sous la pression, vendent leurs terres à de grands propriétaires indigènes qui, à leur tour, les vendent ou les louent à des entreprises étrangères. Ainsi, on voit l'émergence des grandes plantations fruitières et maraîchères destinées à l'exportation pour le Nord. Les quantités énormes ainsi produites à des prix très bas détruisent les marchés locaux de l'agriculture paysanne. Les monocultures abîment les terres et nuisent à leur fertilité, elles épuisent les ressources en eau et empoisonnent les sols et les humains avec des pesticides. De plus, l'agriculture industrielle ouvre la porte aux cultures génétiquement modifiées et aux agrocarburants comme le Jatropha. Le Forum social mondial s'est clos sur un appel urgent à tous les participant(e)s de s'opposer à l'accapement des terres en Afrique et dans le reste du monde avec tous les moyens démocratiques et sociaux.

Maya Graf, conseillère nationale des Verts Bâle-campagne et Marianne Lerch, paysanne, Uniterre Suisse du Nord-Ouest